

Les mineurs polonais dans l'histoire de la France du XX^e siècle : jalons, originalités, figures¹

Diana Cooper-Richet
Institut d'Études Culturelles
Centre d'Histoire Culturelle des Sociétés Contemporaines
Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Synergies Pologne n° spécial - 2011 pp. 45-55

Résumé : Les compagnies houillères, ont été, très tôt, contraintes de faire venir, d'au-delà des frontières de la France - de Belgique, d'Italie, d'Espagne - les travailleurs manuels dont elles avaient besoin. Au cours de la décennie qui précède la Grande Guerre, le patronat minier décide de mettre en place une véritable politique de recrutement de travailleurs étrangers. Les Polonais seront les premiers à arriver en grand nombre. Ils constitueront des communautés identitaires au sein desquelles naîtront quelques personnalités qui appartiennent désormais à l'histoire de la France.

Mots clefs : mines, mineurs.

Abstract: From the middle of the first half of the XIXth Century on, the French mining companies were obliged to look for extra workforce abroad, first in neighbouring countries such as Belgium, Italy and Spain. But, by the end of the Century, this became insufficient. Employers, therefore, decided to set up an organised recruitment system which could help them attract new manual workers. The Poles were the first to arrive, in large numbers, in France where they formed their own communities in which some well-known personalities became famous. They now belong to French history.

Keywords: mines, miners.

L'immigration a commencé très tôt dans les mines françaises. Afin de faire face à la demande croissante de charbon, les compagnies houillères ont été, dès la Restauration, à la recherche d'une main d'œuvre que les campagnes françaises n'étaient pas en mesure de leur fournir en quantité suffisante. Sous le Second Empire, alors que la France s'industrialise, dans le Bassin du Pas-de-Calais, ce sont d'abord les Belges, frontaliers, auxquels il est fait appel. Plus au sud, à Ronchamp en Saône-et-Loire, à La Mûre dans l'Isère ou encore à Rive-de-Gier dans la Loire, les Italiens arrivent en renfort. Dans l'Hérault, à Graissessac et au Bousquet d'Orb, l'Espagne proche fournira les hommes dont ces petites exploitations ont besoin. Mais, ce n'est que dans la décennie qui précède la Première Guerre mondiale que se dessine, au sein du patronat minier, une véritable politique en faveur du recrutement de travailleurs étrangers. Les Polonais seront parmi les premiers à arriver en nombre dans le pays. Ils y formeront une communauté aux contours singuliers, d'où émergent quelques figures particulièrement marquantes, dont l'histoire de la France peut s'enorgueillir.

Jalons²

Dans les années qui précèdent la Première Guerre mondiale, à un moment où la France poursuit son développement industriel, où les besoins énergétiques s'accroissent, mais à une période où les compagnies houillères ne semblent pas avoir mis la modernisation de l'exploitation du minerai à l'ordre du jour, le recours à une augmentation de la main d'œuvre apparaît comme étant la meilleure solution aux problèmes posés par la pénurie de charbon. Le Comité Central des Houillères de France (CCHF) décide donc, vers 1910, de s'adresser à des intermédiaires pour recruter, en Pologne, les hommes dont il a besoin pour assurer la production. Quelques aristocrates francisés aideront ainsi des compagnies, comme celles du Nord et du Pas-de-Calais, à trouver des ouvriers. Le Prince Witold Czartoryski fut de ceux-là. Cet actionnaire de la Compagnie des Mines d'Anzin et d'Aniche espérait, en aidant à faire venir des mineurs polonais, contribuer à enrayer la déchristianisation des communautés minières françaises. Les premiers Polonais qui, en 1909-1910, arrivent en France, proviennent des mines de Westphalie, où ils ont appris le métier. A la veille de la guerre, ces hommes expérimentés travaillent, presque tous, pour la Compagnie de Courrières. Durant le conflit, ils sont dirigés vers les mines du Centre, notamment à Aubin, à Cransac en Aveyron, mais également à Roche-la-Molière et à Saint-Etienne, dans la Loire, ainsi qu'à Alais dans le Gard, là où la production se fait dans des conditions quasi normales.

Au lendemain de la Grande Guerre, la France, un pays vers lequel les opposants politiques polonais ont émigré depuis 1830 et où ils publient nombre de journaux dans leur langue³, est à reconstruire et la main-d'œuvre, disponible, largement insuffisante. Le recours aux travailleurs étrangers s'impose. Une convention est signée, entre la France et la Pologne, le 3 septembre 1919. Cette fois, l'appel aux travailleurs des villes et des campagnes du tout jeune Etat polonais, une terre catholique où la natalité est forte et la tradition d'émigration économique, vers les Etats-Unis notamment, déjà bien ancrée, se fait directement et de manière organisée. En 1922, le CCHF ouvre, à Duisbourg dans la Ruhr, territoire occupée par la Français depuis la fin du conflit, un bureau chargé de veiller au recrutement de Polonais. Les Allemands n'en faciliteront pas l'acheminement ; ils empêcheront plusieurs convois de travailleurs de traverser leur pays pour rejoindre la France. Le long voyage vers Boulogne et Dunkerque, devra donc s'effectuer en bateau, par la Baltique et la Mer du Nord.

Afin de favoriser la venue d'ouvriers polonais, les compagnies houillères hexagonales décident de fonder, en janvier de l'année suivante, avec leurs collègues de la métallurgie et les dirigeants des grandes sociétés d'agriculture, la Société Générale d'Immigration (SGI), dans laquelle siège Henri de Peyerimoff, Président du CCHF. En une dizaine d'années, entre la fin de la guerre et 1930, 130 000 Polonais furent recrutés par la SGI pour les compagnies houillères, qui exigeront rapidement de pouvoir sélectionner, elles-mêmes, les personnes aptes à travailler dans leurs exploitations. Leurs impératifs sont de plus en plus précis : elles imposent une visite médicale et installent trois camps de recrutement, dans les villes de Poznan et de Gdynia, mais aussi dans le bassin minier de Haute Silésie, à Myslowice, où les candidats potentiels ne sont retenus que s'ils ont deux ans d'expérience du fond, dont huit mois d'abattage du charbon. Ailleurs, ce sont des paysans qui sont choisis, puis amenés dans un centre de tri à trois kilomètres de la gare de Toul, en Meurthe et Moselle, distance que ces nouveaux venus, étiquette avec leur nom autour du cou, doivent faire à pieds, avec leurs bagages. Dans ce local au

confort plus que sommaire - il fera d'ailleurs l'objet de nombreuses protestations, - où ils passeront tous plusieurs jours, les Polonais sont dispatchés vers la compagnie avec laquelle ils ont signé, avant le départ, un contrat d'embauche d'un an, renouvelable.

La plupart d'entre eux sont dirigés vers le bassin du Nord-Pas-de-Calais ; 30% des Polonais vivant en France, au début des années 1920, sont installés dans les environs de Béthune. Ils vont également vers Montceau-les-Mines, Saint-Etienne, La Machine dans la Nièvre, et ailleurs, à Carmaux dans le Tarn ou encore à la Grand'Combe dans le Gard⁴. Huit cents Polonais sont arrivés en France, le 14 décembre 1919, avec le tout premier convoi; en mai 1922, plus de 2500 familles débarquent. Jusqu'en 1925, le rythme des venues sera très soutenu. En 1931, environ 500 000 Polonais, vivent et travaillent dans l'hexagone, dont près de 200 000 - 30 000 familles - dans le Bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais. Après avoir massivement fait appel à la main d'œuvre polonaise pour remettre l'appareil économique français en marche après la guerre, lorsque survient la crise économique dans les années 1930, les compagnies houillères n'hésiteront pas un instant à renvoyer, dans leur pays, les hommes qu'elles sont elles-mêmes aller choisir en Silésie, et ailleurs.

Dans un premier temps, entre 1930 et 1933, les mineurs polonais sont mis au chômage partiel, de 5 à 10 jours par mois selon les bassins, en 1934 les renvois s'accélérent. En 3 ans, entre 1933 et 1936, 20 000 Polonais, originaires de Poznan ou passés par la Ruhr, sont sommés de quitter le pays dans des conditions indignes. En 1934, les compagnies houillères affrèteront dix-sept trains spéciaux pour raccompagner leurs ouvriers polonais à la frontière belge. Jean Wroblewsky, ancien mineur et ancien maire de Marles-les-Mines, se souvient de cette période difficile⁵. « Le mineur polonais ne savait pas par avance qu'il allait être expulsé. Il y avait un billet d'expulsion qui l'attendait à la remonte [...] ce fameux billet qui faisait peur à tout le monde. Le plus grave, c'est qu'il n'avait que quarante-huit heures pour se préparer avec trente kilos de bagages. On abandonnait tout dans les maisons : les meubles, les souvenirs, on ne prenait que l'essentiel [...] on entassait un maximum de choses pour atteindre les trente kilos, et si on dépassait le poids, il fallait laisser l'excédent sur le quai de la gare. Les convois aboutissaient à la frontière belge et on abandonnait les gens dans la nature ; il fallait qu'ils se débrouillent⁶ ».

Lorsqu'éclate la Deuxième Guerre mondiale demeure, cependant, dans les mines françaises un certain nombre de Polonais qui depuis 1919, voire 1910 pour quelques uns d'entre eux, sont en voie d'intégration. Ils ont, parfois, été victimes d'ostracisme de la part de leurs camarades français, comme nombre d'autres travailleurs étrangers, y compris belges. Certaines villes, comme Lens ou Liévin furent, en 1901, le théâtre de véritables chasses à l'homme, mais aussi en 1910, à Montigny-en-Gohelle où la petite colonie venue d'outre Quiévrain fut l'objet d'une véritable furie collective⁷. Dans les années 1920, il est reproché aux abatteurs polonais, originaires de Poznan, travaillant dans les mines de Carmaux et dans celles du Pas-de-Calais, d'être inexpérimentés, de faire baisser les rendements et donc d'être responsables de la diminution des salaires des équipes dans lesquelles ils travaillent. Par contre, les reproches qui sont adressés aux Polonais, en provenance de Westphalie sont, d'une part, qu'ils occupent les meilleurs postes et d'autre part, qu'ils sont trop performants. Tout cela leur vaut, parfois, le qualificatif de « jaune ». Ainsi, qu'ils soient bons ou mauvais, les ouvriers polonais ne trouvent pas grâce aux yeux de leurs camarades de travail français, dans un système où le salaire se calcule en fonction du rendement collectif d'une équipe. Soulignons

aussi que l'arrivée massive de Polonais, dont beaucoup de simples manœuvres, fut vécu par les « gueules noires » françaises, comme une véritable déqualification de leur métier. Malgré tout, ces manifestations de rejet des communautés étrangères, belges, polonaises ou autres, contribuèrent aux efforts d'intégration mis en œuvre, par certains immigrés, pour tenter de se fondre dans la population locale, même si beaucoup d'entre eux entretenirent longtemps le culte du retour dans la Mère-patrie et d'une installation, seulement, provisoire en France.

Ces hommes venus d'ailleurs, parfois de très loin, pour extraire le charbon des profondeurs du sous-sol français, ne redoutent pas seulement la xénophobie d'ouvriers nationalistes. Ils craignent aussi, et surtout, d'être l'objet d'une mesure de renvoi de la compagnie pour laquelle ils travaillent et qui, par principe, les fait surveiller, afin de suivre leur évolution politique et leur activité syndicale, si toutefois ils en ont une. Car les mineurs polonais sont, dans l'ensemble, prudents en ce qui concerne leur engagement dans des organisations de ce type. Quelques uns d'entre eux deviendront des militants syndicaux, surtout au moment de la crise des années 1930, qui à la Confédération Générale du Travail (CGT) ou à la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC), qui au Parti Communiste français (PCF), voire résistants pendant la Deuxième Guerre mondiale, comme Thomas Olszanski. Cela demandait de leur part un courage plus grand encore que celui de leurs camarades de combat français. Ils furent, néanmoins, un certain nombre à prendre ce risque et à braver les compagnies, comme les autorités, ce qui constitue l'une des singularités de cette communauté aux contours originaux.

Au cœur des « petites Polognes »⁸

Familiale, patriotique, voire nationaliste, fortement épaulée par les missions catholiques polonaises en France⁹, cette immigration « communautariste » sera également le creuset d'engagements forts, aux côtés de la France et des Français, lors des différents soubresauts que traversera le pays d'une guerre à l'autre.

Qu'ils arrivent de la Ruhr, de Bochum ou d'ailleurs, où ils ont déjà appris les rudiments de la profession, voire directement de Galicie, de Lvov ou encore de Cracovie, les Polonais, catholiques pratiquants, viennent très souvent avec leur femme et de nombreux enfants, quelques fois même avec de vieux parents. Les compagnies houillères comprendront, assez vite, tout l'intérêt que présente pour eux - en termes de contrôle social - le recrutement de ces ouvriers en charge d'une famille et dont leur foi guide la vie. A partir de 1928, les compagnies prendront à leur charge les frais du voyage, jusqu'en France, des femmes et des enfants qui viennent rejoindre le mineur, arrivé seul.

Dans le grand bassin du Nord-Pas-de-Calais, les compagnies ont souvent construits des cités - des coron - pour les nombreux Polonais travaillant pour elles. Au départ, ces hommes et ces femmes vivent assez repliés sur la communauté qu'ils forment tous ensemble. Ces dernières se consacrent à l'éducation de leurs enfants et aux soins de la maison, dont tous s'accordent à dire qu'elles étaient impeccables et toujours très bien décorées. Si les maris et les fils, dans leur vie quotidienne à la fosse, sortent de ce milieu fermé, il n'en est pas de même pour leurs compagnes et leurs enfants, *a fortiori* pour leurs parents, qui ne s'échappent guère du coron dans lequel ils reproduisent une Pologne en modèle réduit. Partout, notamment dans les petits bassins, souvent géographiquement enclavés, l'arrivée de ces étrangers suscite de l'étonnement, voire

de la moquerie. Ce fut, notamment, le cas en Saône-et-Loire, à Montceau-les-Mines où la population locale : « Toise, goguenard(e), les nouveaux venus, leurs costume paramilitaire, avec de larges culottes bouffantes, leur tunique verdâtre d'un autre âge, leurs bottes et leur casquette à visière rabattue sur le front. Et les commentaires vont bon train sur les femmes en caraco recouvert d'un châle multicolore qui portent sur la tête un mouchoir à carreaux bariolés »¹⁰.

Dans les grandes exploitations, là où la communauté est importante, certains Polonais(es) se lancent, d'abord modestement, puis de manière plus ambitieuse, dans le commerce. A Sallaumines, par exemple, « Entre 1921 et 1926, il suffit d'un bout de baraquement au milieu des cités minières pour qu'une trentaine de [Polonais] étalent leurs marchandises [...] et les plus heureux, des bouchers, des boulangers, des épiciers, quittent le coron pour la rue principale ; ils sont 36 dès 1931, 46 en 1936, certains assez prospères pour embaucher des employés. A Bruay-en-Artois, une épouse de mineur polonais sur trois tient une boutique ou un débit de boisson, plus ou moins légalement, en tournant les dispositions d'un contrat qui n'engage que les hommes »¹¹. Ces marchandes, d'un type différent, vendent au départ des produits à destination de leurs congénères : charcuterie polonaise, par exemple. Sans doute en mettent-ils dans le « briquet » qu'ils emportent avec eux, au fond, car ceux des Polonais sont différents des casse-croûtes de leurs camarades français. Toute cette communauté demeurera, longtemps, soudée autour de ses traditions et d'un certain nombre d'associations, dans lesquelles les représentants de l'Eglise catholique polonaise jouent un rôle central. Leurs envoyés, mais également les services consulaires sont toujours disponibles pour la communauté.

En effet, les convois de Polonais arrivent, parfois, accompagnés par des prêtres et des religieuses de leur pays. Les jeunes, venus avec leurs parents seront scolarisés dans les écoles de la mine, dans lesquelles leur enseignement sera dispensé pour partie en français et pour partie dans leur langue maternelle, mais aussi dans les écoles de la République. Là, ils devront¹² suivre les cours de polonais, le soir après la sortie. A la fin des années 1920, il y a 150 instituteurs polonais exerçant en France, dont 65 dans le département du Pas-de-Calais¹³, la plupart d'entre eux sont payés par les compagnies soucieuses de paix sociale, mais également de formation de nouvelles générations d'ouvriers pour leurs exploitations.

Très pieux, les Polonais voudront avoir leurs propres lieux de culte et par ailleurs, leurs habitudes religieuses choquent parfois les Français, surtout lorsqu'ils suivent l'office debout et qu'ils se mettent à genoux au milieu de la nef. Arrivés en famille, logés de manière regroupée, travaillant souvent ensemble, pratiquant en dehors de la fosse des activités qui leur sont réservées, la vie des mineurs polonais se déroule essentiellement dans leur langue maternelle. Malgré les cours organisés à leur intention, la maîtrise du français qu'ils acquièrent est souvent assez limitée, car ce qu'ils apprennent, dans les galeries, au contact de leurs camarades de travail, c'est le *chtimi*. Dans leurs nombreuses associations, les échanges se déroulent entièrement en polonais, car elles ont pour objectif premier de maintenir vivant le sentiment national et, par là même, la cohésion du groupe.

Les associations polonaises sont nombreuses et variées, dans le seul département du Pas-de-Calais, plus de quatre cents d'entre elles ont été fondées recouvrant toutes les activités de la vie sociale, allant ainsi de la chorale à la fanfare, en passant par

l'harmonie, mais également les groupes de danse folklorique, des troupes de théâtre amateur, des sociétés gymniques, dans lesquelles les Polonais excellent, voire encore des patrouilles de scouts. Les Polonais n'hésitent pas à défiler dans la rue en procession avec drapeaux et bannières, et en costume régional, plus particulièrement, le 3 mai, jour de leur fête nationale. Tous ces « sokols », comme on les appelle en polonais¹⁴, qu'ils soient sportifs, notamment footballistiques, ou plutôt de nature culturelle sont regroupés au sein d'un Comité Central qui, dès le début des années 1930, comptent quelque 100 000 adhérents en France. En raison de la richesse de la vie associative polonaise, de la force du sentiment national, pendant une ou deux générations les traditions seront maintenues au sein de la communauté et l'assimilation retardée pour ceux qui demeurent en France, après les renvois massifs des années de crise.

Afin de surmonter le handicap de la langue et de se tenir au fait de ce qui passe dans leur pays d'origine, tout comme les émigrés politiques de la première moitié du XIX^e siècle, les travailleurs polonais peuvent lire des journaux, publiés en Allemagne, ou en France, à leur intention, dans leur langue maternelle. Près de quarante titres ont ainsi été répertoriés par l'historien Georges Mauco, spécialiste de l'immigration. Le tirage de certains d'entre eux dépasse les 15 000 exemplaires¹⁵. Ces périodiques sont de nature extrêmement variée, des bulletins syndicaux, des revues religieuses et des magazines pour dames, sont ainsi disponibles, tout comme des journaux porte-parole de courants politiques. Ces derniers témoignent, par leur circulation même, de l'existence au sein de la communauté polonaise, installée en France, de clivages idéologiques, clivages qui se manifesteront avec beaucoup plus de clarté au cours de la Deuxième Guerre mondiale, avec l'engagement de quelques uns de ses membres dans la Résistance, comme d'autres, voire parfois les mêmes, l'avaient fait à l'occasion de certains conflits sociaux.

C'est essentiellement dans les années 1930, lorsque la crise menace leur présence en France et, alors, que des mineurs d'origine polonaise qui sont sur le territoire depuis une, voire deux décennies, que les syndicats français vont s'adresser à eux et qu'ils vont les rejoindre, en dépit de la surveillance policière dont ils font l'objet. CGT et CGTU - Confédération Générale du Travail Unitaire, née d'une scission de la CGT fin 1921 et proche du PCF - vont chercher à se renforcer en attirant dans leurs rangs, les travailleurs immigrés dont ils disent vouloir faire bénéficier des mêmes avantages que leurs camarades français. La protection sociale des mineurs étrangers est, en effet, moins bonne que celle des Français. Pourtant, pendant quelques années, les étrangers n'auront pas le droit d'occuper des postes de responsabilité, ni de participer aux élections professionnelles au sein des organisations syndicales. En 1930, la CGTU comptent entre 2500 et 3000 militants polonais. Mais, il semble que leurs sections n'y ont pas été très nombreuses.

A la CGT, le responsable chargé des travailleurs étrangers, le polyglotte Désiré Coine, tente, à partir de 1927 de faire paraître, dans le journal fédéral, *La Tribune des Mineurs*, des articles en polonais, ainsi que dans d'autres langues. Cette même année, deux Polonais sont élus au Conseil d'Administration du Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais. Les sections polonaises se réunissent alors et, 55 délégués y participent. Sept propagandistes sont chargés de recruter de nouveaux adhérents au sein de la communauté. En 1936, au moment de la réunification syndicale, entre CGT et CGTU, les Polonais seront près de 80 000 au sein de la CGT reconstituée ; ils atteindront le nombre de 100 à 120 000 dans les mois qui suivent. Le bassin du Pas-de-Calais compte, à lui tout seul, 43 sections polonaises.

La CFTC qui, en raison de son orientation religieuse, peut, légitimement, espérer attirer des militants polonais, compte, au début des années 1930 une quinzaine de sections polonaises dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais. Mais il existait également un syndicat, proprement polonais, arrivé avec les mineurs de Westphalie en 1924, le Syndicat des Ouvriers Polonais (ZRPF). En 1926, cette organisation totalise déjà une centaine de sections et quelque 10 000 adhérents, mais son existence en France sera de courte durée. Les mineurs polonais qui le souhaitèrent, rejoignirent leurs camarades français au sein des organisations nationales. Enfin, notons que dès les Congrès de Tours, en 1920, le PCF se préoccupe du sort des travailleurs immigrés. Il met en place, à cet effet, des groupes linguistiques. Dans ce cadre, les Polonais répartis dans près de 60 départements, forment sept districts, parmi lesquels le Nord-Pas-de-Calais tient la première place.

Le parcours de Thomas Olszanski, dont les mémoires traduits en français ont été publiés en 1993, sous le titre *Un militant syndicaliste franco-polonais. La « vie errante de Thomas Olszanski »*¹⁶, est une illustration de ce que fut l'engagement de certains d'entre eux. Arrivé en France en 1910 pour travailler dans les mines de Courrières, il est naturalisé au début des années 1920. Deux ans plus tard, il accepte un poste de responsabilité à la direction de la CGTU, pour s'occuper des ouvriers immigrés, ce qui attire sur lui l'attention des autorités qui décident donc, en 1932, de lui retirer sa nationalité française. Condamné une seconde fois en appel, Olszanski se pourvoit en Cassation, mais il sera reconduit à la frontière en 1934, malgré la campagne animée par un certain nombre d'artistes et d'intellectuels, souvent proches ou membres du PCF, comme Jean Lurçat, Paul Nizan, mais également Paul Signac ou André Malraux. Une centaine d'autres Polonais « unitaires » seront menacés d'expulsion ou de renvoi, au cours de l'été 1934, par la Compagnie de l'Escarcelle. En signe de protestation, ils décident d'occuper leur lieu de travail, c'est-à-dire le fond. Bien avant, la grève du puits Destival à Alès en 1980-1982, ils furent les premiers à se lancer dans ce type, très particulier et très spectaculaire, de manifestation de mécontentement.

Lorsqu'éclate la Deuxième Guerre mondiale, les mineurs polonais encore présents sur le territoire français sont, pour beaucoup, en voie d'intégration, même si jusque dans les années 1930 les mariages mixtes sont rares, de mêmes que les naturalisations. Un certain nombre d'entre eux vont, cependant, rejoindre des mouvements de Résistance. Quelques uns, venus de Westphalie, collaboreront et iront jusqu'à porter la croix gammée, mais ils furent peu nombreux. L'histoire des mineurs résistants, d'origine étrangère, du groupe Mario en Lorraine annexée par les Allemands nous est connue grâce au travail de Pierre Schild¹⁷. Sur les 900 membres actifs, 30% ne sont pas Français, dont 1/3 de Polonais, presque tous compagnons de route ou militants du PCF. Ils prennent part à toutes les actions, des moins risquées, collectes de vivres par exemple, aux plus dangereuses, actes de sabotage, notamment. Stanislas Torcy et Ignace Marszalek seront arrêtés, torturés, puis déportés à Dachau. Ils ne seront pas les seuls à subir ce sort.

Dans la Loire, à Roche-la-Molière, c'est autour de l'aumônier Macla Kapok, que la résistance s'organise. Dans le sud-est du département, vers Ponthieu, les mineurs polonais gagnent le maquis des Francs Tireurs et Partisans (FTP). Les combats feront rage et 23 résistants perdront la vie, dont une jeune et belle polonaise, Thérèse Polanski, âgée de 19 ans. C'est assez naturellement dans le Bassin du Nord-Pas-de-Calais, que les mineurs polonais firent le plus parler d'eux en participant à la grande grève patriotique de mi-juin 1941, puis à partir de l'été 1944 en rejoignant, comme dans la Loire, le réseau

des FTP, mais également en formant des milices patriotiques polonaises qui apportèrent leur contribution à la libération d'un certain nombre de communes du bassin, comme Libercourt, Marles, Noeux ou encore Montigny-en-Gohelle¹⁸.

Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, chez les Polonais de la deuxième et de la troisième génération, le rêve du retour au pays va progressivement s'estomper, sauf chez les 5000 d'entre eux qui choisirent, en 1946, de regagner leur pays d'origine, les caractéristiques nationales s'effacer et la volonté d'appartenir à un groupe identitaire distinct, disparaître. Ce sont désormais des Français, d'origine polonaise, ou des Polonais bien intégrés, qui vont travailler dans des houillères, dont l'existence même commencera, dans les décennies qui suivent la Libération, à être remise en cause.

Figures marquantes

De cette importante et singulière communauté polonaise qui s'est constituée au sein des différents bassins miniers français, se détachent quelques figures marquantes de l'histoire du XX^e siècle, parmi lesquelles des personnalités aussi éloignées que le footballeur Raymond Kopaszewski, plus connu en France sous le nom de Kopa et Koppita en Espagne, qu'Edward Gierek, futur secrétaire général du Parti Communiste Polonais, voire des écrivains-mineurs d'origine polonaise qui se lancèrent dans l'écriture, en français, pour dire la dureté de leur condition d'ouvrier. Figures exceptionnelles, ils le sont tous tant, statistiquement, est improbable, la promotion sociale ou l'échappée, dans ce milieu professionnel. N'a-t-il pas été extrêmement rare pour des mineurs polonais de se voir promu au poste de porion ou de surveillant ?

Richard Hoggart, dans son ouvrage : *La Culture du pauvre. Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*¹⁹ dans les années 1950-1960, montre que celles-ci aiment « l'égalité du muscle et de la force, de l'audace et de la ruse²⁰ », qualités toutes nécessaires au piqueur ou abatteur de charbon à la veine, métier-roi dans les mines, considéré comme le couronnement d'une carrière au fond. Mais, à la surface, une fois la journée de travail terminée, les mineurs qui, au XX^e siècle, vont progressivement délaisser les jeux et les activités traditionnelles pour les sports modernes, comme le vélo et le football, apprécieront de voir briller, chez des sportifs issus de leurs rangs, certains des attributs acquis, et mis en valeur, dans la pratique de leur métier. Tel fut le cas pour Raymond Kopa.

C'est au début du XX^e siècle que le football, arrivé d'Angleterre commence à s'enraciner dans le bassin minier, où il détrône le jeu de paume. Le patronat est très favorable à ce sport d'équipe, dont il espère qu'il jouera un rôle favorable dans le maintien de la paix sociale. Petit à petit, chaque commune va se doter d'un stade, d'une équipe et d'un entraîneur ; les compagnies contribuant très largement au financement de ces activités. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le football est, désormais, fortement enraciné dans les bassins, certains d'entre eux sont devenus, comme le Nord-Pas-de-Calais, de véritables réservoirs de joueurs de haut niveau, qui jouent dans les meilleures équipes nationales et internationales. L'immigration, notamment polonaise, a apporté sa contribution, avec des joueurs comme Kopa, mais aussi Wisniewski.

Star du football mondial dans les années 1950-1960, Raymond Kopa, est né le 13 octobre 1931 à Noeux-les-Mines, dans le Pas-de-Calais. Ses grands-parents, et leurs quatre

enfants, sont arrivés en France en 1919, parmi les premiers Polonais. Au sein de cette famille, où la tradition culturelle polonaise est fidèlement entretenue, une fois installée dans le bassin minier, entre Lens et Béthune, ce sont trois générations de Kopaszewski qui travailleront pour les houillères. Raymond, peu doué pour les études, selon ses propres dires, est, par contre, un surdoué du ballon. Dès son plus jeune âge, il passe tout son temps libre, sur le terrain ou dans la rue, à s'entraîner. A l'adolescence, comme la plupart des jeunes de cette région de mono-industrie, alors qu'il aurait voulu être électricien, il se voit contraint de travailler au fond comme « galibot » - apprenti, dirait-on pour les artisans - ; il y restera deux ans et demi. Cette expérience le marquera à tout jamais dans sa chair ; en 1947, à l'âge de 16 ans, lors d'un éboulement, le pouce et l'index de sa main gauche sont broyés et seront, en partie, amputés. Il ne retournera à la fosse que deux ans plus tard, mais entre temps, recruté dans la première équipe de foot de l'Union Sportive de Noeux-les-Mines, il occupe désormais un emploi protégé, comme beaucoup de sportifs ou de musiciens, amateurs, doués, travaillant pour les houillères. Il s'agit, de la part du patronat, d'une politique de promotion des meilleurs éléments et de pacification sociale. Toute l'histoire de ce joueur de génie, commence dans le bassin minier, au sein des clubs locaux. Elle le conduira vers les sommets footballistiques, à Angers, à Reims, à Madrid et au titre de Ballon d'or en 1958. Son palmarès, tout comme son parcours, sont exemplaires, mais exceptionnels, compte tenu de son milieu d'origine.

Edward Gierek (1913-2001), a une carrière et un itinéraire différents. Son père, mineur, est mort dans un accident du travail en Pologne, alors qu'il n'a que 4 ans. Avec sa mère, remariée, il arrive en France, dans le Pas-de-Calais, en 1923, où son beau-père a été embauché dans les mines et où il travaillera lui-même, trois ans plus tard et jusqu'en 1934. Les années françaises de Gierek, illustrent bien le sort qui a été réservé à un grand nombre d'ouvriers polonais que les compagnies décident de renvoyer au moment de la crise mondiale des années 1930, mais également le refuge que certains d'entre eux trouveront dans la militance et l'engagement politique, tout comme Kopa a trouvé sa voie - dans le sport - afin de fuir le monde terrible de la mine.

Dès l'âge de 18 ans, il adhère au PCF, ce qui attire sur lui l'attention des autorités et de la compagnie. Après avoir été à l'origine d'une grève, Gierek sera reconduit vers la frontière en 1934. Il retourne alors en Pologne, accomplit ses obligations militaires, puis revient s'installer en Belgique, dans le Limbourg, à Watershei, où il sera mineur pendant 8 ans, tout en poursuivant ses activités syndicales et politiques. Membre du Parti Communiste Belge (PCB), il animera un groupe de résistants et partisans polonais pendant la guerre.

En 1948, il rentre définitivement dans son pays, à Katowice en Silésie, et franchit petit à petit tous les échelons de la hiérarchie de la mine, puisqu'il réussit à obtenir le diplôme d'ingénieur, et du Parti communiste Polonais (PCP) - Comité Central, Bureau Politique - jusqu'à en devenir le premier Secrétaire, en 1970, à un moment où la révolte gronde. A la tête du PCP pendant 10 ans, après des expériences réformatrices et des troubles importants à mi-parcours, sa chute, en 1980, sera dure et les critiques qui lui seront adressées, sur sa gestion, lui vaudront plusieurs mois d'emprisonnement. Sans aucun doute, le passage de Gierek par le PCF, a-t-il été fondamental dans sa formation politique, à une époque où ce parti est sur une ligne dure et où les syndicats, plus particulièrement la CGT, mènent de rudes combats sur le terrain. C'est dans ce contexte, et dans la mine, que l'homme est né à l'action.

La poésie ouvrière, tout comme les chansons, se sont beaucoup développées dans l'univers social de la mine. Le célèbre chansonnier « fleur bleu », mineur tout au long de sa vie, Jules Mousseron (1868-1943), en est le meilleur représentant, avec plus de mille « one man show », il fut connu dans tous les bassins de France. Il est intéressant de noter que ce style a été imité par un ouvrier-mineur d'origine polonaise, Achille Saleztki, originaire de Noyelles-Godault, disparu en 1904 à l'âge de 23 ans, dont le recueil de poèmes en « chtimi », *Appollon dins l'carbon*, connu un succès certain. Certains autres de ses textes sont parus dans un recueil intitulé *Les Chants de l'abîme*²¹. Dans les années 1930, Gustave Morcinek, autre écrivain-mineur d'origine polonaise ayant travaillé dans le bassin du Nord, a été l'auteur d'une cinquantaine de nouvelles et de romans, dont certains, d'inspiration chrétienne, comme *Des Etoiles dans le puits*²² (1940) ont été traduits en français.

Le cas du mineur-écrivain Jan Malacki, Jean Malaquais en littérature, est un très différent, puisqu'il atteindra une certaine notoriété, quoique éphémère, dans la République des lettres. Lauréat du Prix Théophraste Renaudot en 1939 pour son roman *Les Javannais*, publié chez le sulfureux éditeur Robert Denoël, ce Juif polonais, originaire de Varsovie, autodidacte en français, fut considéré par Léon Trotsky comme un grand écrivain en devenir. Son expérience du fond, dans le bassin de Provence, fera la matière de son ouvrage dans lequel il évoque la condition des « métèques » qui contribuent à extraire le charbon. Tout comme Saleztki et Morcinek, Malacki témoigne à la fois de la nécessité qu'ont éprouvée un nombre non négligeable d'ouvriers-mineurs - près de 70 ou 80 -, y compris étrangers, parmi lesquels des Polonais, à dire les joies, ou à conter les peines, qui sont celles du mineur dans sa vie, au fond, comme à la surface. Ignace Flaczynski (1918-1985), autre mineur autodidacte, espérantiste, libre-penseur, consigna ses souvenirs dans des *Lettres au pays d'Artois*, qui ne furent jamais publiées. Retrouvées par hasard, par le cinéaste Jean-Michel Barjol, elles servirent de trame au film documentaire, *Journal d'un mineur*, qu'il tourna, en 2000, sur la saga des mineurs polonais en France.

Ainsi, dans la galerie de portraits des mineurs d'origine polonaise, la variété est-elle grande et les destins multiples, comme l'illustre l'ouvrage, *Cent figures du Pas-de-Calais, témoins de l'immigration polonaise*²³, dont l'éloquent palmarès présente toute la palette.

L'épopée des mineurs polonais, en France, appartient à la période la plus prestigieuse de l'exploitation du charbon en France, période au cours de laquelle ils constituent la communauté étrangère la plus importante travaillant au service de cette industrie. Leur contribution au développement économique du pays, à un moment où le charbon est encore le « pain » de l'industrie, la participation d'un certain nombre d'entre eux aux âpres luttes sociales de l'époque, à la résistance contre l'occupant, mais également les destinées exceptionnelles de quelques uns d'entre eux, font de cette communauté, longtemps singulière, l'une des plus marquantes et des plus attachantes de l'histoire de l'immigration en France.

Notes

¹ La meilleure spécialiste de l'immigration polonaise dans les mines françaises est Janine Ponty, voir notamment : *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988 ; *Les Polonais ou la mémoire des corons*, Paris, Autrement, 1995.

² Cette partie, ainsi que celle qui suit, sont largement inspirées de l'ouvrage suivant : Diana Cooper-Richet, *Le Peuple de la nuit. Mines et mineurs en France XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Perrin, 2002.

- ³ Diana Cooper-Richet, « Paris, carrefour des langues et des cultures : édition, presse et librairie étrangères à Paris au XIX^e siècle », *Histoire et civilisation du livre, revue internationale*, n° V, 2009, p. 121-143.
- ⁴ En 1926, 900 Polonais y travaillent dans les houillères. Cinq ans, plus tard, ils sont près de 2000.
- ⁵ François Ede, Pierre Mercier, *Mémoires de la mine. Images d'histoire*, Paris, INA-Le Sycomore, 1981, p. 47.
- ⁶ *Ibidem*.
- ⁷ Gérard Noiriel, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1988, p. 259.
- ⁸ Janine Ponty suggère, dans son ouvrage *Polonais...*, *op. cit.*, p. 29-30, que les corons du Nord-Pas-de-Calais - ces regroupements de maisons construites par les compagnies pour loger leurs ouvriers - dans lesquels sont installés les Polonais, constituent autant de lieux de passage entre la Pologne et la France, un espace d'adaptation, voire d'intégration.
- ⁹ Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France (1919-1949)*, thèse d'Etudes slaves, Marek Tomaszewski dir., Université Lille III, 2003.
- ¹⁰ Gérard Noiriel, *op.cit.*, p. 166.
- ¹¹ *La Mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration en France*, Yves Lequin dir., Paris, Larousse, 1988, p. 366.
- ¹² Gérard Noiriel, *op. cit.*, p. 167.
- ¹³ Georges Mauco, *Les Etrangers en France, leur rôle dans l'activité économique*, Paris Lib. Armand Colin, 1932, p. 328.
- ¹⁴ Le mot est d'origine tchèque.
- ¹⁵ *Op. cit.*, p. 331.
- ¹⁶ Lille, PUL. L'avant-propos est d'Henri Krasucki.
- ¹⁷ « Les mineurs de charbon étrangers du groupe de résistance Mario en Lorraine annexée », *Mineurs immigrés. Histoire, témoignages, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, VO éditions, 2000, p. 269-280.
- ¹⁸ Sur ces événements, voir Edmond Gogolowski, « Les Polonais dans la grève des mineurs de mai-juin 1941 », *La grève patriotique des mineurs du Pas-de-Calais*, Harnes, Ed. Marxisme-régions, 1992, p. 237-250 et « La participation des résistants polonais à la libération du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais », *Mineurs immigrés...*, *op. cit.*, p. 269-280.
- ¹⁹ Paris, Seuil, 1970.
- ²⁰ *Ibidem*, p. 155-156.
- ²¹ Supplément au n° 58 d'*Horizons* 21, juin 1988.
- ²² Tours, Mame.
- ²³ Lillers, Ed. les Echos du Pas-de-Calais, 2007.